



REGLEMENT INTERIEUR

du S.N.U - T.E.F.I - A.N.P.E

Article 1 :

Le règlement intérieur fixe les modalités d'application des statuts (art. 23); il ne peut comprendre de dispositions contraires aux dits statuts et doit être en possession de chaque section.

Article 2 :

Le règlement intérieur est adopté et éventuellement modifié par le Conseil National de Secteur à la majorité des 2/3 des mandats présents ou représentés.

Article 3 :

Les sections syndicales sont organisées dans le respect des articles 14 et 15 des statuts ;

La section élabore son plan de travail, formule et élabore ses propositions de revendications et d'action ; elle négocie avec les instances de l'établissement (ou ses représentants) de son champ géographique, se prononce sur les demandes d'adhésions et peut faire des demandes d'exclusion à débattre en conseil national de Secteur tel que prévu à l'article 7.3 des statuts. La section aura aussi pour tâche de contribuer au maintien et au développement des liens avec les différents lieux et instances du Syndicat National et de la Fédération ou de la Confédération.

La section locale, départementale ou régionale tient une Assemblée Générale annuelle ou un congrès.

Le conseil national de Secteur se réunit au moins 3 fois par an dans les conditions définies par l'article 10 des statuts ; chaque membre du conseil dispose d'une voix à l'exclusion des membres du bureau national (sauf s'ils sont porteurs des mandats de leur région).

Le conseil national de secteur débat et décide des actions à mener et de leur organisation dans le cadre des orientations votées en congrès ; au moins une fois par an, le CNS débat de la situation dans les DOM ; il adopte annuellement plan de travail et budget sur proposition du secrétariat national et du bureau national de secteur. Il peut procéder, par élection, au remplacement d'un membre démissionnaire du B.N de Secteur après qu'un appel à candidature ait été lancé dans les sections régionales.

Article 4 :

Le Conseil National de Secteur est composé

- d'un représentant par section régionale et d'un délégué par tranche de 80 adhérents.
- d'un représentant par CPN
- de 2 représentants de Mutacma
- de 2 représentants du SNHS-CT
- de 2 représentants de l'ADASA.

Le calcul des mandats se fait sur la base des cotisations versées au cours de l'année N-1, arrêté au 1^{er} mars (date de clôture des rentrées de cotisations). Ce calcul est valable pour l'année, jusqu'au prochain arrêté*.

Article 5:

La conférence nationale de secteur (art 11 des statuts) est convoquée à l'initiative du bureau national de secteur ; outre les cas de nécessité, une conférence se tiendra régulièrement entre deux congrès .

Les représentants de l'ensemble des sections locales y sont invités ; ne participent pas aux votes les invités et membres du BN, sauf porteurs du mandat de leur section. En outre, elle peut également être convoquée à l'initiative d'1/3 des régions ou d'1/3 des adhérents à jour de leur cotisation (tel que calculé dans l'art. 5).

Article 6 :

Le bureau national de secteur assure la conduite des actions et orientations votées en congrès dans le cadre fixé par le Secrétariat National et par le conseil national de secteur (art 12) ; il a la possibilité de prendre des décisions urgentes si besoin, en veillant à conserver à cette procédure un caractère exceptionnel et en ayant soin d'en référer lors du conseil national de secteur (ou conférence nationale) qui suit.

Le B.N.S est composé de 14 membres dont au moins 50% de femmes. Il procède à l'élection d'un exécutif de secteur, lui aussi paritaire.

Pour être élu(e)s, les candidat(e)s doivent obtenir 50% des voix.

Si l'un ou l'autre des collèges (ou les deux) se retrouvait incomplet après le vote du Congrès de Secteur, appel à candidatures serait relancé dans les sections afin de permettre au Conseil National de Secteur suivant de procéder à une élection partielle, ceci, toujours dans le respect strict de la parité.

C'est le Conseil National de Secteur qui décide de l'ordre dans lequel sont présentées les listes nationales (CNHSCT, CPN, ADASA), sur proposition des régions, et qui valide les candidatures aux présidences de l'ADASA et de MUTACMA. Chaque année, les représentants de ces instances présentent un bilan ainsi que les perspectives d'actions et réflexions devant le C.N, afin de vérifier le respect des orientations votées en congrès.

Une charte des élus fixe les missions, les engagements des candidats à agir dans le cadre des orientations définies par les instances politiques de l'organisation.

Si le Bureau National de Secteur se retrouvait incomplet en cours de mandature ou après le vote du congrès de secteur, un appel à candidatures serait lancé dans les sections afin de permettre au Conseil National de Secteur suivant de procéder à une élection partielle, ceci, toujours dans le respect de la composition du Bureau National de Secteur votée en congrès.

Participent en outre aux travaux du Bureau National de Secteur, avec voix consultative :

- un(e) représentant(e) issu(e) du CA de l'ADASA
- un(e) représentant(e) issu(e) du CA de MUTACMA.

Article 6 bis :

Un mandat au Bureau National de secteur est difficilement compatible avec d'autres mandats, particulièrement celui de secrétaire de section Régionale ; ce cumul devra rester du domaine de l'exception. Plus généralement, et dans la mesure du possible, toute forme de cumul sera à éviter. De même, afin de faciliter le renouvellement des instances, aucun adhérent ne pourra accomplir plus de 4 mandats, consécutifs ou non, au BNS, et ce, à compter du présent R.I.

Article 7 :

Le congrès du secteur se tient tous les 3 ans, sauf congrès extraordinaire convoqué selon les procédures décrites à l'article 9 des statuts ; chaque section y est représentée sur les bases suivantes :

- 1 délégué pour la tranche de 1 à 10 adhérents
- 1 Suppl..... 11 à 30
- 1 Suppl..... 31 à 60
- 1 Suppl 61 à 90
- 1 Suppl..... 91 et plus

Seules les sections ayant payé leurs cotisations dans l'année précédent celle du congrès pourront participer aux travaux et prendre part aux votes . Les délégations et mandats sont calculés sur la base des cotisations payées au cours de l'année n - 1.

Le conseil national de secteur pourra autoriser la présence d'observateurs ou d'invités aux travaux du congrès selon les règles qu'il aura définies.

Article 8 :

Les cotisations des adhérents sont collectées par les trésoriers régionaux de section qui les transmettent à la trésorerie nationale; celle-ci reverse en fin de trimestre la part de ces cotisations qui revient aux régions. La trésorerie nationale ne peut avoir qu'un seul correspondant et interlocuteur par région ; les autres questions relatives à la trésorerie et au budget du syndicat sont traitées dans la charte financière comme prévu par les articles 16 et 17 des statuts.

Les régions peuvent elles-mêmes reverser une quote-part à leurs sections départementales et locales si elles existent.

** Article modifié à l'unanimité lors du CN d'octobre 2006*